



Aux Licenciements, au chômage, à la précarité

Le mépris du gouvernement Sarkozy et du patronat face aux exigences exprimées dans les mobilisations n'est plus tolérable. Les 2,6 milliards sensés amortir le choc social pour les salarié-es et les chômeurs/euses sont scandaleusement dérisoires face aux centaines de milliards accordés aux banques et au patronat.

Aujourd'hui, la crise sociale c'est :

- ▶ **Plus de 3 millions de personnes au chômage ou en sous-emploi.**
- ▶ **Des plans sociaux en cascade touchant tous les salarié(e)s, des grands groupes comme des PME.** Les premiers virés sont les CDD et les intérimaires, notamment les jeunes qui sont les plus exposés. Dos au mur, les salarié(e)s, légitimement révoltés, se débattent boîte par boîte, pour arracher le maximum d'indemnités de licenciement.
- ▶ **La socialisation des pertes et la privatisation des profits.** Le théorème libéral « les profits d'aujourd'hui, sont les investissements de demain, et les emplois d'après-demain » nous est resservi dans une version new-look « les sauvetages des banques d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ». Mais aujourd'hui, comme hier, les profits servent à engraisser les actionnaires et à spéculer sur les marchés financiers.

Union
syndicale
Solidaires

**Ce n'est pas aux salarié-es
ni aux chômeurs/euses de
payer une crise dont ils ne
sont pas responsables !**

144 Boulevard de la Villette
75 019 Paris

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org
www.solidaires.org

La crise c'est eux, la solution c'est nous

Cinq mesures d'urgence

→ **Annulation** du plan de 30 000 suppressions d'emplois publics et création massive d'emplois publics socialement utiles dans les secteurs de la santé, l'enseignement et la recherche, de la petite enfance et de l'accompagnement des personnes âgées, de la construction des logements sociaux et des filières écologiques...

→ **Interdiction** des licenciements dans les entreprises qui font du profit, droit de veto suspensif des représentants des salariés sur tout plan social.

→ **Indemnisation** à 100 % du chômage partiel payé exclusivement par un fonds patronal mutualisé bénéficiant aux salarié-es des petites et des grandes entreprises.

→ **Augmentation** des salaires, des pensions, du SMIC et des minima sociaux et 300 euros pour toutes et tous immédiatement.

→ **Une nouvelle convention** d'Assurance chômage qui augmente, la durée, le montant, des allocations chômage pour toutes et tous.

Bien d'autres mesures sont impératives, comme l'interdiction des bonus, des parachutes dorés, la taxation des revenus financiers, la suppression du bouclier fiscal, profitant aux rentiers, la défiscalisation des heures supplémentaires, une réforme fiscale radicale avec une accentuation du principe de progressivité, et enfin la révision totale de l'échelle des salaires par une redistribution en faveur des bas et moyens salaires... **Nous devons imposer un débat démocratique sur le choix de société qui mettent au centre la redistribution des richesses et la démocratie sociale, la recherche de productions socialement utiles et écologiquement responsables.** L'absence de remise en cause, au sommet du G20, de la dictature des marchés financiers, et de toute transaction avec les paradis fiscaux, va aggraver la misère sociale des peuples du monde entier. Il faut changer de logique, exiger du patronat et du gouvernement des mesures sociales et de nouveaux droits qui rompent définitivement avec le modèle libéral qui fait des salarié-es la seule variable d'ajustement.

Un autre monde est possible

Depuis 20 ans, la non redistribution des gains de productivité aux salariés, en termes de pouvoir d'achat comme de réduction du temps de travail, a nourri la précarisation d'une part et la financiarisation de l'économie d'autre part.

Répartir autrement les richesses suppose de conquérir de nouveaux acquis sociaux :

- **Par une nouvelle réduction du temps de travail** sans intensification ni flexibilité du travail, et avec embauches correspondantes
- **Par l'instauration d'un statut du salarié**, qui remette en cause la notion même de licenciement et dont les fondements reposeraient sur la continuité du contrat de travail et du salaire entre deux emplois, que le/la salarié-e soit en formation ou en reconversion professionnelle. Le principe est de déconnecter les droits des salarié-es de l'emploi occupé à un instant T. Les indemnités chômage seraient alors consacrées aux primo demandeurs d'emploi. Le financement de ce dispositif serait assuré exclusivement par un fonds patronal, le patronat étant ainsi désigné comme le débiteur collectif de ces droits dont tous les salarié-es devraient bénéficier. L'obligation de reclassement s'imposerait au patronat, dans l'entreprise, le groupe, la branche, ou le bassin d'emploi.

Produire autrement les richesses impose un nouveau type de développement

Définir d'autres priorités sociales pour une société émancipée du productivisme effréné est un choix de civilisation. La création de nombreux emplois est nécessaire pour satisfaire les nouveaux besoins liés à l'environnement, comme dans les secteurs du transport, de la chimie, du bâtiment, de l'énergie, de l'agriculture. La recherche de rentabilité à court terme du système capitaliste est un désastre et l'ère de la

mondialisation a généré des nouvelles formes de colonialisme, d'asservissement des peuples du Sud, par la toute puissance des multinationales. Les peuples du Nord subissent des régressions sociales majeures. Il est temps que dans chaque pays, dans chaque continent, et à l'échelle internationale, la loi du plus grand nombre, de ceux qui produisent les richesses, s'impose et fasse advenir un autre monde.